

Pour un nouveau paradigme

Sharan Burrow

Notre époque offre vraiment des raisons d'être en colère.

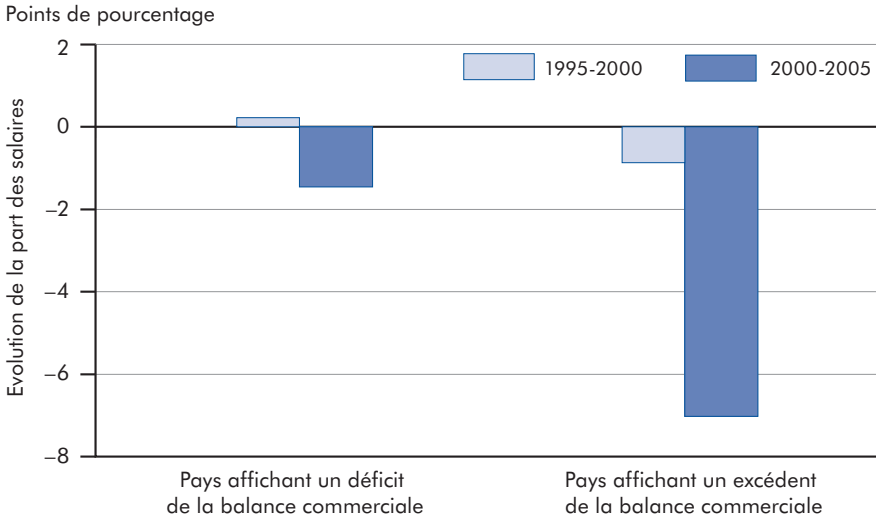
Le monde sort à peine de la crise économique la plus grave depuis un siècle, et pourtant les politiques et mentalités qui en sont responsables au premier chef sont plus que jamais à l'ordre du jour. De fait, l'économie mondiale risque de s'enfoncer de nouveau dans la crise avec la mise en place de politiques dangereusement fondées sur des vues à court terme. Les propos courageux des dirigeants du monde en faveur des réformes entendus lors des réunions du G20 en 2009 sont bel et bien oubliés et ont été remplacés par ces vieilles antiennes que sont la consolidation budgétaire et les appels à se recentrer sur les «fondamentaux économiques».

Les politiques et mentalités responsables au premier chef de ce problème sont plus que jamais à l'ordre du jour

Ainsi, le monde s'enfonce rapidement dans un cycle d'«austérité compétitive» voué à l'échec, dans lequel chacun cherche à empêcher que l'austérité ne frappe à sa porte en s'appuyant sur la croissance tirée par les exportations. C'est une stratégie qui a peut-être fonctionné un certain temps, mais ces jours sont révolus: la consommation fondée sur le crédit dans quelques pays ne peut plus compenser l'absence de consommation alimentée par les salaires dans le monde entier.

Il a été démontré que la faiblesse de la croissance des salaires était une cause essentielle de la crise. On ne s'étonnera certainement pas de constater que, avec la mondialisation, il s'est produit un découplage de plus en plus net entre la croissance des salaires et la productivité. Tandis que les rémunérations des travailleurs ont augmenté parallèlement à l'amélioration de la productivité jusqu'au début des années 1980, les politiques monétaires exagérément restrictives, la libéralisation des échanges commerciaux, la déréglementation des marchés et les stratégies des employeurs se sont depuis conjuguées pour affaiblir ce lien. Les conséquences sont maintenant bien connues, et les preuves sont irréfutables: la part du revenu du travail a chuté dans la plupart des pays, les

Figure 1 Evolution de la part des salaires, 1995-2005



Source: Rapport sur le travail dans le monde 2010, BIT.

inégalités ont augmenté presque partout et la consommation a été maintenue en grande partie par le recours au crédit.

Mais il y a pire: depuis les années 1990, la baisse de la part du revenu détenue par le travail a été forte dans les pays dont la balance commerciale présentait un excédent (voir la figure 1). Autrement dit, les gagnants du nouveau système commercial international n'ont pas partagé ces gains avec leurs travailleurs... Cette évolution représente certes une source de profits pour quelques entreprises, mais elle est mauvaise pour la croissance et la prospérité générales. En dernière analyse, elle ne peut pas être maintenue dans la durée.

Avec le chômage et la dette des ménages qui demeurent élevés dans certains Etats clés dans le monde (y compris les Etats-Unis et l'Europe), et les gouvernements qui s'enferment dans une austérité contreproductive, il est plus urgent que jamais de faire en sorte que les travailleurs reçoivent la part équitable qui leur est due. Plus qu'une question de morale, c'est la seule façon de nous extirper de la pagaille macroéconomique actuelle.

Nous avons besoin d'un changement fondamental de paradigme. Tout d'abord, les emplois et le travail décent ne peuvent plus être une sorte de produit dérivé de politiques économiques conçues pour dérouler le tapis rouge devant les «investisseurs». Il faut que le plein emploi redevienne l'objectif central de la politique économique et l'on devrait attendre des gouvernements qu'ils utilisent tous leurs moyens d'action – fiscaux, monétaires, réglementaires et industriels

– pour y parvenir. Parallèlement, nous avons besoin de politiques volontaristes pour améliorer la capacité des travailleurs à engager une négociation collective pour rétablir le lien entre les salaires et la croissance de la productivité.

Tout cela nécessitera de nouvelles «règles du jeu» au plan international. Tel qu'il se présente actuellement, le système économique et financier international a laissé la part belle aux spéculateurs et aux fraudeurs du fisc, a encouragé l'instabilité et a placé le fardeau de l'ajustement économique sur ceux qui étaient déjà en difficulté. Le résultat, c'est que la situation de pays entiers n'a pas connu de grande amélioration lors des trente dernières années. Il faut que cela change.

Premièrement, nous devons réformer le système monétaire pour faire en sorte que l'ajustement ne soit pas effectué principalement en provoquant une déflation dans les pays qui affichent un déficit, mais en menant une politique de «reflation» dans les nations dont la balance commerciale est excédentaire. De la sorte, le système garantirait que l'ajustement débouche sur un surplus de croissance pour tous, et non sur une accentuation de la dépression des salaires et des prix. L'idée n'est pas neuve, elle a été avancée pour la première fois par J. M. Keynes en 1944 et a récemment suscité un intérêt renouvelé. Un tel système supposerait peut-être certaines mesures de contrôle des capitaux, mais ce serait un moindre mal au regard des coûts du désordre.

Deuxièmement, nous avons besoin de nouvelles réglementations visant les paradis fiscaux ainsi que les impôts sur le revenu et la fortune. Il faut que la lutte contre la fraude fiscale et la concurrence fiscale devienne une priorité politique. A une époque où l'on demande aux travailleurs de supporter les coûts du sauvetage du système financier, le moins que l'on puisse demander est que tous les acteurs paient leur juste part. L'élimination des possibilités d'évasion fiscale est loin d'être une tâche aussi complexe que certains le disent et elle ferait rentrer des ressources nécessaires dans l'escarcelle des Etats. Dans le même ordre d'idées, l'établissement d'une taxe sur les transactions financières internationales pour dégager de nouvelles ressources contribuerait à donner aux gouvernements prisonniers de contraintes financières les moyens de financer la nécessaire augmentation de l'Aide publique au développement pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ainsi que les coûts des mesures visant à atténuer le changement climatique. Selon des estimations concernant uniquement les Etats-Unis, une telle taxe permettrait de recueillir au bas mot 170 milliards de dollars EU, l'équivalent du financement intégral du programme des OMD...

Dernier point, et non des moindres, nous avons besoin de nous focaliser à nouveau sur le renforcement et le respect des normes du travail. S'agissant des

droits des travailleurs, le monde est confronté à un problème classique du passager clandestin. Plus que jamais, il est essentiel de mettre en place un socle social international de base, de faire en sorte que tous les pays s'engagent à respecter les normes fondamentales du travail et que les avantages concurrentiels ne soient pas générés au prix de la surexploitation des travailleurs. S'il est vrai que «le travail n'est pas une marchandise», la manière dont nous parvenons à la prospérité économique est aussi importante que l'objectif lui-même.

Aucune de ces idées n'est particulièrement extrémiste. Ce qui les distingue de la pensée économique dominante actuelle, c'est qu'elles donnent la primauté aux besoins et aux aspirations des travailleurs, et qu'elles définissent d'une manière pragmatique une voie «royale» vers le développement économique.

L'expérience des trois dernières années montre que, s'il est possible de s'écarter de la théorie économique dominante dans les périodes où les «milieux dirigeants» vivent des expériences de mort imminente, cela n'a pas d'effet

Rétrospectivement, on peut dire que le bref flirt avec le keynésianisme lorsque le système financier était sur le point de s'effondrer n'a duré que le temps nécessaire pour sauver les banques

durable. Rétrospectivement, on peut dire que le bref flirt avec le keynésianisme lorsque le système financier était sur le point de s'effondrer n'a duré que le temps nécessaire pour sauver les banques.

Durant la crise, les organisations de travailleurs auraient certes pu prévoir qu'une nouvelle ère de dialogue avait commencé, mais ce moment est manifestement passé. Nos «partenaires» sociaux ont quitté le restaurant et nous ont laissé la note à régler: austérité, hausses des impôts, concessions salariales, augmentation de la précarité, compression du secteur public, réductions des pensions de retraite des régimes publics, etc.

Si la solution de notre problème est en grande partie à rechercher à l'échelle internationale, les syndicalistes devront trouver les moyens d'exercer leur pouvoir et leur influence à ce niveau pour affronter les conséquences de la crise. Tant les sondages que la vague de grèves et de manifestations qui a agité beaucoup de pays montrent le mécontentement croissant suscité par les solutions unilatérales et à courte vue des pouvoirs publics.

Dans les périodes de colère, il n'est certainement pas question de continuer à faire comme d'habitude...